



Union  
syndicale  
**Solidaires**

# Communiqué de presse

Paris, le 11 octobre 2021

## Soutien aux enseignant.e.s en Grèce en lutte contre les mesures néolibérales

Le 06 octobre, une manifestation d'enseignant.e.s à Athènes a été violemment réprimée par la police. Cette manif s'inscrivait dans un mouvement qui dure depuis fin septembre contre l'introduction d'une évaluation des personnels obligatoire pour estimer leur degré de "réussite" et leurs "performances". En cas d'échec, les sanctions seraient notamment d'assister à des stages. Pour les enseignant.e.s ce dispositif a en vérité vocation à mettre davantage les écoles en concurrence sur le marché de l'éducation, voire à attirer des "sponsors" privés. C'est aussi une réminiscence d'une loi qui existait durant la dictature des colonels pour contrôler l'obéissance des personnels et qui avait été supprimée en 1982. Voilà un dispositif que Blanquer n'aurait pas renié. En Grèce comme en France, le néolibéralisme agressif veut détruire l'idée même d'un système public d'éducation et introduire en son sein les pires pratiques managériales du secteur privé. La répression n'est pas que physique : un tribunal a déclaré la grève posée par 4 syndicats d'enseignant.e.s était illégale.

Les manifestant.e.s demandent :

- l'abolition de l'ensemble du cadre juridique de la soi-disant évaluation des écoles et des enseignant.e.s (Loi 4823/2021, Loi 4692/2020, UA 108906 / GD4 / 10.9.202, dispositions sur le règlement intérieur), qui conduira à la dégradation des écoles et une catégorisation plus poussée. Un programme de formation enseignant universel et gratuit, tenant compte des besoins éducatifs modernes.
- l'abrogation de la loi 4823/21 (Kerameos).
- l'abrogation du financement public des organisations privées, des entreprises et des ONG impliquées dans le processus éducatif et les activités scolaires. Financement exclusif de l'État pour tous les besoins des écoles.
- l'annulation ici et maintenant la base d'acceptation minimale et la banque de sujets.
- l'abrogation de la loi 4808/21 (Hatsidaki) sur le travail.

**Sud Education soutient les enseignant.e.s en Grèce dans leur combat contre l'autoritarisme d'un régime néolibéral.**

**Fédération SUD Éducation**

31 rue de la Grange aux Belles,  
75010 Paris

01 58 39 30 12

fede@sudeducation.org

www.sudeducation.org

